

Par ledjely.com le 15 décembre 2015

Des femmes outillées sur leurs droits



Une des raisons que différentes recherches ont mises en évidence comme pouvant expliquer la persistance de la violation des droits des femmes, c'est la méconnaissance par ces dernières de ces mêmes droits. Car, outre le fait de ne pas défendre des droits dont elles ignorent l'existence, cette méconnaissance fait également elles ne peuvent pas recourir aux mécanismes requis pour être rétablies dans leurs droits. C'est partant donc de ce constat de base que la Fondation internationale Thierno et Mariam (FITIMA), soucieuse de booster les droits des femmes, a lancé ce mardi un atelier de 5 jours à l'intention d'une quarantaine de femmes destinées à devenir les ambassadrices auprès des autres.

Agées de 20 à 50 ans, participantes seront donc amenées, au terme de l'atelier de formation qui se tient au siège du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), à mieux prendre conscience des droits qui leur sont reconnus, pour ensuite pouvoir les défendre dans leur vie quotidienne et, de même, devenir actrices du développement socio-économique du pays. En ce qui concerne le bien-fondé de la formation, elle-même, Hawa Dramé, la présidente de FITIMA, l'explique par le constat pas très reluisant sur le front des violences basées sur le genre et par la nécessité de faire des femmes les vraies promotrices de leurs droits



La motivation principale c'est le constat que nous faisons des violences basées sur le genre (VBG). Les droits de l'homme en général ne sont pas respectés en Guinée, mais les droits des femmes, en particulier, sont bafoués. Donc, l'idée de faire cette formation c'est pour apprendre à toutes ses participantes leurs droits, parce qu'avant de parler de cette défense, il faut d'abord les connaître. Nous essaierons tout le long de cette formation, de leur parler de leurs droits,

pour qu'elles puissent les connaître et aussi les outils de recours pouvant leur permettre de se défendre. Ensuite, elles vont devenir des ambassadrices au sein de leurs communautés et vont faire la sensibilisation durant une semaine

La chargée de bureau au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Astou M'Boh, rappelant que la mission de son institution est d'accompagner l'Etat et d'œuvrer en faveur de l'avènement d'une société civile forte, a dit tout son réconfort

Après 5 jours de formation, ces femmes-là vont être des ambassadrices. Elles vont véhiculer l'importance de connaître ses droits. C'est important. On ne peut pas réclamer une chose si on ne l'a connaît pas. Donc, pour nous, c'est important vraiment que les femmes connaissent leurs droits pour qu'elles soient les ambassadrices au côté d'autres femmes. On ne peut pas être partout, mais elles seront dans leurs maisons, quartiers, régions, villes, etc.

Partenaire financier de l'atelier, la coopération allemande était représentée par l'ambassadeur Mathias Veltin. Il trouve aussi fondamentale l'approche par la formation des ambassadrices

Je pense que c'est une formation très importante pour les futurs ambassadeurs et ambassadrices des droits de l'homme, en particulier pour la protection des droits des femmes en Guinée. Il est très important qu'il y ait un engagement des guinéens et surtout des guinéennes pour défendre leurs droits, pour vraiment faire avancer la société et ce pays.

Alsény Djibril Conté représentant la ministre de l'action sociale et de la promotion féminine a également salué cette formation qui, selon lui, s'inscrit dans le cadre de la mission et des prérogatives assignées à son département. Selon lui, une telle stratégie peut notamment aider à vaincre les obstacles auxquels se heurtent les droits des femmes en Guinée. Des obstacles qu'il décline ainsi

C'est que notre pays est caractérisé par la juxtaposition de trois choses : la persistance de pesanteurs socioculturelles, la mauvaise interprétation de certains préceptes religieux et le droit positif. Mais l'Etat guinéen, pour renforcer la lutte contre les violences et discriminations auxquelles les femmes et les filles sont confrontées, a créé un département qui a la charge de gérer ces différentes questions. Il y a une campagne qui va être déclenchée demain, c'est la campagne de sensibilisation des population en générale et les femmes en particulier dans les 5 communes de la capitale sur la résolution 13/25 axée sur « Femmes, paix et sécurité » et les résolutions annexes.